Nations Unies A/HRC/43/G/21

Assemblée générale

Distr. générale
7 avril 2020
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Quarante-troisième session
24 février-20 mars 2020
Point 2 de l'ordre du jour
Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

Lettre datée du 4 mars 2020, adressée à la Présidente du Conseil des droits de l'homme par la Représentante permanente par intérim de Sri Lanka auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Je rappelle avec satisfaction la réunion que le Secrétaire du Ministère des affaires étrangères de Sri Lanka, Ravinatha Aryasinha, et moi-même avons eue avec vous le vendredi 21 février 2020, avant le début de la quarante-troisième session du Conseil des droits de l'homme.

Comme discuté lors de cette réunion et annoncé par la suite par le Ministre des affaires étrangères du Sri Lanka, Dinesh Gunawardena, dans sa déclaration prononcée lors du débat de haut niveau du Conseil des droits de l'homme le 26 février 2020, le Gouvernement sri-lankais, après approbation du Cabinet des ministres, a décidé de se retirer de la liste des coauteurs de la résolution 40/1 du Conseil intitulée « favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka », qui intègre les résolutions 30/1 du 1er octobre 2015 et 34/1 du 23 mars 2017 du Conseil et se fonde sur celles-ci.

Dans ses déclarations prononcées lors du segment de haut niveau le 26 février et lors du débat général tenu au titre du point 2 de l'ordre du jour le 27 février*, le Ministre a exposé en détail les raisons pour lesquelles le Gouvernement sri-lankais a pris cette décision, à savoir principalement la contradiction fondamentale qui existe entre la résolution 30/1 du Conseil et la Constitution de Sri Lanka, ainsi que la présence d'autres anomalies procédurales, substantielles et législatives. Malgré le retrait de son coparrainage, le Gouvernement reste déterminé à réaliser les objectifs fixés en matière de justice, d'établissement des responsabilités et de droits de l'homme en faveur de tous les Sri-lankais, afin de promouvoir une paix et une réconciliation durables dans l'ensemble du pays.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer la présente lettre en tant que document de la quarante-troisième session du Conseil des droits de l'homme et de

* Voir www.lankamission.org/human-rights-humanitarian-affairs/2743-statement-made-by-hon-dinesh-gunawardena-minister-of-foreign-relations-at-the-43rd-session-of-the-human-rights-council.html and www.lankamission.org/human-rights-humanitarian-affairs/2745-43rd-session-of-the-human-rights-council-high-level-segment-statement-by-hon-dinesh-gunawardena-minister-of-foreign-relations-of-sri-lanka.html.

l'afficher sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en réponse au rapport du Haut-Commissariat (A/HRC/43/19), et d'en tenir dûment compte dans le rapport du Conseil qui sera soumis à l'Assemblée générale pour adoption à sa soixante-quinzième session.

(*Signée*) Dayani **Mendis**
Représentante permanente par intérim